

ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE



« Justice, Liberté et Solidarité »

DÉCLARATION DU 02 FEVRIER 2026

Depuis le lancement, le 15 janvier 2025, de l'initiative conjointe de la CENCO et de l'ECC en faveur d'un Pacte Social pour la Paix et le Bien-Vivre Ensemble en RDC, le principe d'un dialogue national inclusif s'impose comme une nécessité vitale pour restaurer l'unité nationale, rétablir la paix et mettre fin aux crises profondes qui minent la République Démocratique du Congo.

1. **Ensemble pour la République** réaffirme son attachement à un dialogue national sincère, inclusif et apaisé, seul à même de sortir notre pays de la crise. Ce dialogue ne peut être crédible que sous l'égide d'une médiation morale et neutre telle que préconisée par la CENCO et l'ECC, conformément à leur initiative du *Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble*. Toute démarche qui exclurait des acteurs essentiels de la nation serait vouée à l'échec.
2. **Ensemble pour la République** tient à rappeler qu'un dialogue national inclusif ne saurait être une concession du pouvoir ni une rencontre de convenance entre alliés politiques. On ne dialogue pas pour se conforter entre convaincus, mais pour affronter avec lucidité et courage les causes profondes de la crise politique, sécuritaire, sociale et morale qui gangrène le pays, et y apporter des réponses durables, partagées et crédibles. En conséquence, Ensemble pour la République rejette le simulacre de dialogue proposé par le Président Tshisekedi.
3. **Ensemble pour la République** exige, comme préalables indispensables à l'ouverture d'un dialogue crédible : la levée de toutes les condamnations à caractère politique ; la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et d'opinion ; la fin des poursuites judiciaires instrumentalisées à des fins politiques ; la levée des restrictions arbitraires à la délivrance des passeports et à la liberté de circulation des opposants ; la cessation de toute répression visant à intimider ou exclure les voix dissidentes. Ces mesures ne sont ni des concessions ni des faiblesses : elles sont le socle minimal de la confiance sans laquelle aucun dialogue ne peut être sincère.
4. **Ensemble pour la République** dénonce les contradictions flagrantes du Président Tshisekedi, qui fragilisent la parole de l'État et nourrissent la défiance des citoyens. D'une part, il refuse tout dialogue politique avec l'opposition congolaise en dehors de Kinshasa, tout en négociant avec l'AFC/M23 à Doha, hors du territoire national ; d'autre part, il se pose en gardien de la Constitution alors même que ses partisans n'arrêtent pas de clamer ouvertement leur obsession à en organiser la modification. Or la Constitution est sans équivoque : le Président Félix Tshisekedi exerce présentement son second et dernier mandat, qui s'achève en 2028. Le pays n'a besoin ni de glissement, ni de tripatouillage constitutionnel, ni d'ambiguïtés institutionnelles. Tout dialogue qui servirait de prétexte à la prorogation du mandat en cours ou à la préparation d'un troisième mandat est, par avance, voué à l'échec.
5. **Ensemble pour la République** renouvelle son soutien indéfectible aux efforts constants de Son Excellence Monsieur João Lourenço, Président de la République d'Angola, ainsi qu'à l'engagement de l'Union africaine, sous la conduite de la médiation du Président Faure Gnassingbé, en faveur d'une paix durable et d'une solution politique africaine aux crises qui endeuillent la région des Grands Lacs.

Fait à Kinshasa, le 02 février 2026

ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE
Le Directoire Exécutif National

